



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement*

Parçay-Meslay, le

**11 10. 2012**

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

**Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**  
**Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et des Installations Classées**  
**37925 TOURS Cedex 9**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Laboratoires CHEMINEAU**

**VOUVRAY**

Par bordereau en date du 5 avril 2012, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a transmis à l'inspection des installations classées de l'Unité Territoriale d'Indre-et-Loire de la DREAL Centre, pour avis, une lettre du Directeur Général des Laboratoires CHEMINEAU par laquelle il demande à ce que soient modifiées les valeurs limites des rejets liquides indiquées au chapitre V.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2001.

A l'appui de sa requête, l'exploitant a joint un dossier, dénommé « étude d'impact », relatif à l'incidence des rejets liquides dans le réseau communal des eaux usées aboutissant à la station d'épuration communale.

Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement qui précise que « des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié. »

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 les Ailes  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



## **1. PRESENTATION DES LABORATOIRES CHEMINEAU**

Les Laboratoires CHEMINEAU sont implantés à VOUVRAY, sur le site de la zone d'activités de « L'étang Vignon » ; ils fabriquent et conditionnent des produits pharmaceutiques (plus de 300 références) :

- semi-liquides : crèmes, émulsions, gels, pommades, laits, dentifrices ;
- liquides : sirops, shampoings, savons antiseptiques, solutions ou suspensions orales ou nasales ;
- aérosols : collutoires, anti-poux, mousses, eaux de mer et thermales, déodorants, antiseptiques, systèmes à poche.

La fabrication des produits est organisée du lundi au vendredi en 2, voire 3 équipes.

Les ateliers de fabrication sont équipés de cuves de préparation, de mélangeurs, d'homogénéiseurs, de broyeurs, de désaérateurs de capacités variables. 25 lignes de conditionnement se répartissent sur 3 secteurs d'activité : tubes, aérosols et liquides.

Les Laboratoires CHEMINEAU ont fait l'objet de :

- l'arrêté N°15886 du 5 avril 2001 relatif à la poursuite, après extension, de l'exploitation de leurs installations de VOUVRAY ;
- l'arrêté N°18830 relatif aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- l'arrêté N°18338 du 28 mars 2008 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relatif à la réduction des rejets d'eaux usées.

## **2. Eau**

### **2.1. Consommation**

La consommation d'eau de l'établissement concerne principalement les opérations de lavage (cuves de mélange), la fabrication, la production d'eau osmosée, les refroidissements et les usages de type domestique.

### **2.2. Traitement et rejets d'eaux usées**

Les eaux usées industrielles sont prétraitées dans un bassin aéré puis sont rejetées au réseau communal des eaux usées aboutissant à la station d'épuration collective de la commune de VOUVRAY.

### **2.3. Contexte**

A la suite d'une visite d'inspection au cours de laquelle il avait, notamment, été constaté des dépassements récurrents de certaines valeurs-limites (DCO, DBO<sub>5</sub>), l'exploitant dut produire, une étude technico-économique (cf. APC du 28 mars 2008) de mise en conformité du rejet (réalisée courant 2009). L'étude complémentaire de faisabilité qu'il réalisa également retint le principe du bassin (132 m<sup>3</sup>) aéré (pour mémoire le coût de ce dispositif est de l'ordre de 165 k€). Ce dispositif, opérationnel depuis le 6 août 2010, permet de « lisser » le flux hydraulique et de piéger à l'aide d'un filtre à charbon actif, les composés organiques volatils (alcool) contenus dans les effluents ; il permet également « d'abattre » significativement la DCO\* et de réduire corrélativement la DBO<sub>5</sub>, ainsi que la plupart des valeurs de concentration des différents paramètres de rejet.

\*de l'ordre de 30% (cf. tableau ci-dessous)

Le tableau ci-dessous présente l'évolution observée quant aux valeurs de concentration de ces 2 paramètres, avant et après la mise en service du dispositif :

Date de prélèvement (avant)	DBO <sub>5</sub> (mg/l)	DCO (mg/l)
22-23/09/2009	200	665
26-27/11/2009	1310	2595
10-11/02/2010	760	1587
09-10/04/2010	700	1190
20-21/07/2010	110	393
Date de prélèvement (après)		12861
19-20/11/2010	950	1108
18-19/01/2011	-	1030
19-20/01/2011	460	912
20-21/01/2011	-	885
21-22/01/2011	-	828
04-05/03/2011	680	1353
06-07/06/2011	280	662
15-16/09/2011	410	740
09-10/10/2011	780	1365
05-06/01/2012	480	1125
21-22/05/2012	1110	2166
11-12/07/2012	840	1324
		10411

\*sans compter le prélèvement du 20-21/07/2010

Les prélèvements d'eau en vue d'analyses sont réalisés à l'aide d'un préleveur automatique sur une période de 24 h.

#### Résultats complémentaires (action « RSDE »)

15/12/2010	1510
12/01/2011	2250
19/02/2011	520
30/03/2011	1710
06/04/2011	330
28/04/2011	3590

## 2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le chapitre V.3.2 de l'arrêté préfectoral précité du 4 avril 2001 précise que :

### V.3.2. – Eaux résiduaires rejetées au réseau des eaux usées

Les eaux résiduaires rejetées au réseau des eaux usées respectent les valeurs de concentration suivantes :

#### Matières en suspension totales (MEST) :

concentration maximale : 500 mg/l ;

concentration moyenne du jour le plus chargé : 400 mg/l ;

#### Demande biochimique en oxygène (DBO<sub>5</sub>) :

concentration maximale : 800 mg/l ;

#### Demande chimique en oxygène (DCO) :

concentration maximale : 1150 mg/l ;

concentration horaire maximale : 2000 mg/l ;

#### Azote global (exprimé en N) :

concentration maximale : 150 mg/l ;

concentration moyenne du jour le plus chargé : 100 mg/l ;

Phosphore total (exprimée P) :	
concentration maximale	: 25 mg/l ;
concentration moyenne du jour le plus chargé	: 20 mg/l.

Le débit maximal journalier du rejet est de 150 m<sup>3</sup>.

Le débit maximal horaire du rejet est de 15 m<sup>3</sup>.

Ces valeurs-limites trouvaient leur fondement dans l'« arrêté type » afférent à l'ancienne rubrique N°273 bis de la nomenclature des installations classées, ainsi libellée :

- N°273 bis. – Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire y compris jusqu'à obtention de la forme galénique, en dehors des officines de pharmacie non hospitalières.

...  
Chapitre IV. – Eau

...  
14°

...  
b) Dans le cas d'un rejet dans le réseau public d'assainissement muni à son extrémité d'une station d'épuration éliminant 90 p. 100 au moins de la charge organique entrante exprimée en DBO<sub>5</sub> :

- Azote Kjeldhal exprimé en N : < 150 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : < 400 mg/l ;
- DCO : < 1200 mg/l ,

...  
...

Ces normes sont valables pour une période de 24 heures. Elles peuvent être dépassées de 50 p. 100 pour des périodes de 2 heures.

La rubrique N°273 bis a été abrogée et convertie dans la rubrique N°2965 : « Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire ».

Les prescriptions techniques afférentes à la rubrique N°2685 étaient celles de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2685 « Médicaments (fabrication et division en vue de la préparation de) à usage humain ou vétérinaire ».

Les « prescriptions générales (alors) applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N°2685 » étaient les suivantes quant aux rejets d'eaux usées :

#### ... 5.5. Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaire doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

...  
b. Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO :

- Matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l ;
- DCO (NFT 90-101) 2 000 mg/l (2) ;
- DBO<sub>5</sub> (NFT 90-103) 800 mg/l ;
- ...

d. Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

- a. indice phénols (NFT 90-109) : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;
- b. chrome hexavalent (NFT 90-112) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- c. cyanures (ISO 6703/2) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- d. AOX (ISO 9562) : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j ;
- e. arsenic et composés (NFT 90-026) : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- f. hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- g. métaux totaux (NFT 90-112) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables aux polluants spécifiques qui ne sont pas susceptibles d'être émis dans l'installation. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits dans l'installation.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

*(2) Cette valeur limite n'est pas applicable lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.*

En dernier lieu, par décret (n°2009-841) du 8 juillet 2009 (modifiant la nomenclature des installations classées), la rubrique N°2685 a été supprimée de la nomenclature des installations classées et non remplacée. De ce fait, les valeurs-limites relatives aux rejets d'effluents usés provenant d'un établissement relevant de l'autorisation préfectorale au titre des ICPE trouvent dorénavant leur fondement dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation), soit :

**Article 34 de l'arrêté du 2 février 1998**

« Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. L'étude d'impact comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.

Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO<sub>5</sub> ou 45 kg/j de DCO, les valeurs-limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l ;
- DCO : 2000 mg/l ;
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieure si l'étude d'impact démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L 35-8 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau. »

Les valeurs-limites indiquées ci-dessus concernant en particulier les MEST, la DBO<sub>5</sub> et la DCO sont cohérentes avec celles de l'arrêté ministériel du 13 octobre 2004 précité.

## **5. CONCLUSIONS AVIS ET PROPOSITION**

L'étude d'impact que l'exploitant a fournie à l'appui de sa demande comporte un volet spécifique relatif au raccordement du rejet au réseau communal des eaux usées. Ce volet précise également la nature et le dimensionnement de l'ouvrage de prétraitement qu'il a réalisé en relation avec l'Agence de l'Eau. Il est utile de préciser que l'étude de mise en conformité conclut en indiquant que « les essais (tests de dégradation de la DCO) confirment par ailleurs la compatibilité des effluents avec un rejet au réseau d'assainissement pour un traitement sur la station d'épuration biologique de la collectivité ».

La « convention fixant les conditions de déversement des effluents de l'établissement... dans le réseau d'assainissement de la commune de VOUVRAY » (en cours de renégociation dans l'attente de la modification des valeurs-limites fixées par l'arrêté d'autorisation) – convention concernant la commune de VOUVRAY, la société (VEOLIA) exploitant le système d'assainissement de la commune et les Laboratoires CHEMINEAU- dont un exemplaire a été communiqué à l'inspection des installations classées le 24 avril 2012, retient les valeurs-limites suivantes :

- Matières en suspension : 400 mg/l ;
- DCO : 2000 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l;

Au regard de l'évolution du contexte réglementaire, l'exploitant est, à notre avis, légitime à demander la modification des valeurs-limites précisées au chapitre V.3 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2001.

Dans la mesure où il est démontré que :

- l'infrastructure collective est apte à acheminer et à traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions,
- l'étude d'impact atteste de l'aptitude précitée, qu'elle détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et qu'elle précise la nature ainsi que le dimensionnement de l'ouvrage de prétraitement.

Et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées est favorable à cette « régularisation » des conditions de rejet des effluents liquides usés au réseau communal des eaux usées. Un projet d'arrêté préfectoral modificatif est joint en ce sens au présent rapport.

L'avis du CODERST est requis.

